



Communiqué de presse

8 février 2022

**REPRISE DES ACTIVITÉS NUCLÉAIRES
DE GENERAL ELECTRIC**

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE « FINANCE »
SA CAMPAGNE ÉLECTORALE AVEC EDF**

Le Conseil d'Administration d'EDF a débattu hier de la reprise par EDF des activités nucléaires de GE.

FO Énergie et Mines considère en premier lieu que le retour sous pavillon français de cette entreprise fournisseur des turbines Arabelle qui équipent le tiers des centrales nucléaires dans le monde correspond à un enjeu de souveraineté.

Pour autant, FO n'est pas dupe.

Cette annonce du Président, presque candidat, est la suite d'une opération qu'il a menée en tant que ministre : la cession d'Alstom à l'américain GE dans des conditions controversées en 2015.

C'est à nouveau EDF qui est appelé à répondre à son souhait de la même façon qu'EDF avait dû racheter Areva NP devenue Framatome en 2018, sur pression gouvernementale.

Cela suscite une double interrogation.

La première c'est celle de l'objet social d'EDF qui s'étend au fur et à mesure, par à-coups et sans logique précise... FO considère que l'objet social d'EDF relève de la Représentation Nationale. Dans les conditions actuelles, FO considère que le Président de la République n'aurait pas dû imposer à EDF cette reprise, mais qu'il aurait dû rechercher d'autres schémas pour ancrer cette entreprise sous pavillon français.

Tout est possible ? Doit-on s'attendre au cas où Mittal se désintéresse d'Arcelor qu'il soit imposé à EDF d'en faire l'acquisition ?

La seconde interrogation concerne le financement. Car depuis l'annonce scandaleuse du rehaussement du plafond de l'ARENH au bénéfice des concurrents d'EDF et de l'amputation de la moitié de l'Ebitda d'EDF, l'entreprise se trouve en grande difficulté comme en témoignent les agences de notation.

Demander dans ces conditions à EDF de reprendre GE alors même que l'entreprise n'a aucune visibilité compte tenu de ces annonces apparaît complètement incongru.

EDF n'est pas un outil de Campagne électorale.

FO Énergie et Mines exige un grand débat national, s'appuyant sur le bilan de la déréglementation et conduisant à redonner à la France un Service Public compétitif, garant de l'indépendance Énergétique et de la Transition Énergétique.

Contact presse :

Jacky CHORIN

Délégué fédéral

tel. : 06 07 89 77 07

@ : jacky.chorin@fnem-fo.org

AGIR, NE PAS SUBIR !

www.fnem-fo.org